

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 4. Notre Ministre des Affaires sociales et des Pensions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 2 juin 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et des Pensions,
F. VANDENBROUCKE

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand na die waarin het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 4. Onze Minister van Sociale Zaken en Pensioenen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 2 juni 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Pensioenen,
F. VANDENBROUCKE

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE ET SERVICE PUBLIC FEDERAL SECURITE SOCIALE

F. 2003 — 2660

[C — 2003/22740]

23 JUNI 2003. — Arrêté royal portant des mesures concernant la réduction des cotisations de sécurité sociale dues pour l'artiste

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, notamment l'article 37quinquies, § 1^{er}, alinéa 2, inséré par la loi du 24 décembre 2002;

Vu l'avis du Conseil national du Travail n° 1.416 du 23 octobre 2002;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 janvier 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 janvier 2003;

Vu la délibération du Conseil des Ministres sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 34.842/1 du Conseil d'Etat, donné le 3 avril 2003, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et de Notre Ministre des Affaires sociales et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. § 1. Le présent arrêté s'applique aux travailleurs et aux employeurs liés par un contrat de louage de travail qui a pour but de fournir des prestations et/ou des œuvres artistiques.

Il s'applique également aux personnes qui sont assimilées aux travailleurs salariés et à leur employeur en vertu de l'article 1^{er} bis, § 1^{er} de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

§ 2. L'on entend par 'fourniture de prestations artistiques et/ou production des œuvres artistiques', la création et/ou l'exécution ou l'interprétation d'œuvres artistiques dans le secteur de l'audiovisuel et des arts plastiques, de la musique, de la littérature, du spectacle, du théâtre et de la chorégraphie.

Art. 2. § 1^{er}. En exécution de l'article 37quinquies de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, un montant de 35,00 euros du salaire journalier moyen ou un montant de 4,50 euros du salaire horaire moyen est exonéré des cotisations patronales, visées aux articles 38, §§ 3, 1° à 7°, et 3bis de cette loi.

§ 2. Pour la détermination de l'exonération, il y a lieu d'entendre par :

occupation : une relation de travail comme travailleur salarié, visée à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 1° de l'arrêté royal du 7 mai 1999 pris en exécution de l'article 35, § 1^{er}, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST SOCIALE ZEKERHEID

N. 2003 — 2660

[C — 2003/22740]

23 JUNI 2003. — Koninklijk besluit houdende maatregelen inzake de vermindering van de socialezekerheidsbijdragen verschuldigd voor de kunstenaar

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, inzonderheid op artikel 37quinquies, § 1, tweede lid, ingevoegd bij de wet van 24 december 2002;

Gelet op het advies van de Nationale Arbeidsraad nr. 1.416 van 23 oktober 2002;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën gegeven op 22 januari 2003;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 30 januari 2003;

Gelet op het besluit van de Ministerraad over het verzoek om advies door de Raad van State binnen een termijn van één maand;

Gelet op het advies 34.842/1 van de Raad van State, gegeven op 3 april 2003, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Werkgelegenheid en van Onze Minister van Sociale Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. Dit besluit is van toepassing op de werknemers en de werkgevers die verbonden zijn door een arbeidsovereenkomst die het leveren van artistieke prestaties en/of artistieke werken tot doel heeft.

Dit besluit is eveneens van toepassing op de personen die krachtens artikel 1bis, § 1 van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders gelijkgesteld worden met werknemers en hun werkgevers.

§ 2. Onder het leveren van artistieke prestaties en/of het produceren van artistieke werken wordt verstaan de creatie en/of uitvoering of interpretatie van artistieke oeuvres in de audiovisuele en de beeldende kunsten, in de muziek, de literatuur, het spektakel, het theater en de choreografie.

Art. 2. § 1. In uitvoering van artikel 37quinquies van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid der werknemers, wordt een bedrag van 35,00 euro van het gemiddeld dagloon of een bedrag van 4,50 euro van het gemiddeld uurloon vrijgesteld van de werkgeversbijdragen, bedoeld in artikel 38, §§ 3, 1° tot 7°, en 3bis van deze wet.

§ 2. Voor het bepalen van de vrijstelling wordt verstaan onder :

tewerkstelling : een arbeidsverhouding als werknemer zoals bedoeld in artikel 1, § 1, 1° van het koninklijk besluit van 7 mei 1999 tot uitvoering van artikel 35, § 1, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers;

J : le nombre de journées de l'occupation, correspondant aux journées visées à l'article 24 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, à l'exclusion des journées de vacances en ce qui concerne les travailleurs manuels.

Les journées couvertes par une indemnité de rupture n'entrent pas en considération pour le calcul de J.

Si le travailleur est occupé comme travailleur intérimaire selon les dispositions de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs, J est majoré de 1 par utilisateur occasionnel pour lequel le travailleur effectue des prestations le même jour en plus du premier utilisateur occasionnel;

H : le nombre d'heures de travail d'une occupation, conformément au facteur J défini ci-dessus, à l'exception du dernier alinéa.

W : la masse salariale déclarée trimestriellement par occupation (à 100 %), à l'exception des indemnités payées en raison de la rupture du contrat de travail et qui sont exprimées en fonction de la durée de travail et des primes de fin d'année payées par l'intervention d'un tiers;

le salaire journalier moyen de l'occupation : W/J.

Le résultat de la division est arrondi au cent le plus proche, 0,5 cent étant arrondi à 1 cent;

le salaire horaire moyen de l'occupation : W/H.

Le résultat de la division est arrondi au cent le plus proche, 0,5 cent étant arrondi à 1 cent;

le revenu minimum mensuel moyen garanti : le montant visé à l'article 3 de la convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988, conclue au sein du Conseil national du Travail, portant modification et coordination des conventions collectives de travail n° 21 du 15 mai 1975 et n° 23 du 25 juillet 1975 relatives à la garantie d'un revenu minimum mensuel moyen, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 29 juillet 1988;

le salaire journalier forfaitaire fictif : le revenu minimum mensuel moyen garanti (R.M.M.M.G.) des trois mois du trimestre, divisé par 65;

Le résultat de la division est arrondi au cent le plus proche, 0,5 cent étant arrondi à 1 cent;

le salaire horaire forfaitaire fictif : le revenu minimum mensuel moyen garanti (R.M.M.M.G.) des trois mois du trimestre, divisé par 494.

Le résultat de la division est arrondi au cent le plus proche, 0,5 cent étant arrondi à 1 cent.

§ 3. Une exonération de 35,00 euros multipliés par le facteur J est octroyée par occupation si le salaire journalier moyen de l'occupation est au moins égal au salaire journalier forfaitaire fictif.

§ 4. Si le travailleur n'entre pas en considération, dans le cadre de l'occupation, pour la réduction visée au § 3, une exonération de 4,50 euros multipliés par le facteur H est octroyée par occupation si le salaire horaire moyen de l'occupation est au moins égal au salaire journalier forfaitaire fictif.

§ 5. Le montant de l'exonération des cotisations patronales est calculé en multipliant le montant de l'exonération obtenue au § 3 ou au § 4 par le pourcentage des cotisations patronales visé à l'article 38, § 3, 1° à 7° et au § 3bis.

§ 6. Les employeurs communiquent à l'Office national de Sécurité sociale toutes les données nécessaires afin de pouvoir bénéficier de cette exonération.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2003.

Art. 4. Notre Ministre de l'Emploi et Notre Ministre des Affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 juin 2003.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX
Le Ministre des Affaires sociales,
F. VANDENBROUCKE

J : het aantal werkdagen van de tewerkstelling, overeenkomstig de dagen bedoeld in artikel 24 van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, met uitsluiting van de dagen wettelijke vakantie voor handarbeiders.

De dagen gedekt door een verbreekingsvergoeding komen niet in aanmerking voor de berekening van J.

Indien de werknemer wordt tewerkgesteld als uitzendkracht volgens de bepalingen van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers, wordt J verhoogd met 1 per occasionele gebruiker waarvoor de werknemer prestaties verricht op dezelfde dag bovenop de eerste occasionele gebruiker;

H : het aantal arbeidsuren van een tewerkstelling, overeenkomstig de hierboven gedefinieerde factor J, met uitzondering van het laatste lid.

W : de uitgekeerde loonmassa die per tewerkstelling driemaandelijks wordt aangegeven (tegen 100 %), met uitzondering van de vergoedingen die worden betaald ingevolge een verbreking van de arbeidsovereenkomst en die in arbeidsduur worden uitgedrukt en van de eindejaarspremies die betaald worden door tussenkomst van een derde persoon;

het gemiddeld dagloon van de tewerkstelling : W/J.

Het resultaat van de deling wordt afgerond tot de dichtstbijzijnde eurocent, waarbij 0,5 eurocent naar boven wordt afgerond;

het gemiddeld uurloon van de tewerkstelling : W/H.

Het resultaat van de deling wordt afgerond tot de dichtstbijzijnde eurocent, waarbij 0,5 eurocent naar boven wordt afgerond;

het gewaarborgd gemiddeld minimum maandinkomen : het bedrag bedoeld in artikel 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988 gesloten in de Nationale Arbeidsraad houdende wijziging en coördinatie van de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 21 van 15 mei 1975 en nr. 23 van 25 juli 1975 betreffende de waarborg van een gemiddeld minimum maandinkomen, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 29 juli 1988;

het fictief forfaitair dagloon : het gewaarborgd gemiddeld minimum maandinkomen (G.G.M.M.I.) van de drie maanden gelegen in het kwartaal, gedeeld door 65.

Het resultaat van de deling wordt afgerond tot de dichtstbijzijnde eurocent, waarbij 0,5 eurocent naar boven wordt afgerond;

het fictief forfaitair uurloon : het gewaarborgd gemiddeld minimum maandinkomen (G.G.M.M.I.) van de drie maanden gelegen in het kwartaal, gedeeld door 494.

Het resultaat van de deling wordt afgerond tot de dichtstbijzijnde eurocent, waarbij 0,5 eurocent naar boven wordt afgerond.

§ 3. Een vrijstelling van 35,00 euro vermenigvuldigd met de factor J wordt toegekend per tewerkstelling indien het gemiddeld dagloon van de tewerkstelling ten minste gelijk aan het fictief forfaitair dagloon is.

§ 4. Indien de werknemer voor de tewerkstelling niet in aanmerking komt voor de in § 3 bedoelde vermindering, wordt een vrijstelling van 4,50 euro vermenigvuldigd met de factor H toegekend per tewerkstelling indien het gemiddeld uurloon van de tewerkstelling ten minste gelijk aan het fictief forfaitair uurloon is.

§ 5. Het bedrag van de vrijstelling van de werkgeversbijdragen wordt berekend door het bedrag van de vrijstelling bekomen in § 3 of § 4 te vermenigvuldigen met het percentage aan werkgeversbijdragen bedoeld in artikel 38, § 3, 1° tot 7° en § 3bis.

§ 6. De werkgevers maken aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid alle noodzakelijke gegevens over teneinde deze vrijstelling te kunnen genieten.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2003.

Art. 4. Onze Minister van Werkgelegenheid en Onze Minister van Sociale Zaken zijn, elk wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 juni 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX
De Minister van Sociale Zaken,
F. VANDENBROUCKE